

**L'**impossible dialogue politique que veut lancer le chef de la junte militaro-putschiste au Gabon a ceci de particulier qu'il suscite un débat enflammé chez des individus qui ne sont en rien concernés au premier chef. L'initiative de BOA est adressée exclusivement à Jean Ping, en sa qualité de vainqueur de la dernière élection présidentielle. Le putschiste en chef veut que l'intéressé se désiste et permette ainsi à la communauté internationale de l'adouber. Mais Jean Ping a dit haut et fort qu'il ne s'inscrira jamais dans un tel processus. Il vient de le répéter en France, pour mettre fin à la volonté de l'Hexagone de le forcer à aller au dialogue de BOA. « *Il y a des gens ici en France qui croient que je pourrais m'entendre avec Ali [...] Je ne m'entendrais jamais avec Ali* », a-t-il clamé lundi sur Radio France Internationale (RFI). Une manière sans doute pour le président élu des Gabonais de renvoyer le Premier ministre français, Manuel Valls, à ses chères études africaines.

Malgré cela, les profitosituationnistes (PS) de tous poils se sont engouffrés dans cette brèche. Même en France, des conseillers officieux alimentés par l'argent de BOA soufflent aux oreilles d'hommes politiques français, pour qu'ils amènent l'opposition à plier. C'est ce que vient de faire Manuel Valls, maladroitement, sur recommandation de son conseiller franco-mauritanien Ibrahima Diwadoh N'jim, très proche du Malien Seydou Kane. Autant dire que les propos de Manuel Valls ont été soufflés au conseiller Afrique par la junte. C'est que cette caste a trouvé là un filon pour s'enrichir. Surtout que BOA tient pardessus tout à ce dialogue qui doit le réhabiliter auprès de la communauté internationale. Comme vient de l'indiquer Manuel

Valls en parlant de son aboutissement au sommet de Madagascar.

Les PS ont alors adopté deux stratégies. En France, ces mafieux ont convaincu BOA que la pression des hommes politiques français sur Jean Ping l'amènerait à revoir sa position pour finalement accepter le dialogue. Ils fondent leurs arguments sur l'épisode du passage devant la Cour constitutionnelle. Jean Ping s'y était d'abord opposé et avait finalement accepté d'y aller sur demande pressante de la France et de la communauté internationale. Ce qu'ils oublient de dire à BOA (et lui, aveugle, ne voit pas l'entourloupe), c'est que Jean Ping, échaudé justement par l'attitude de la communauté internationale qui n'a pas condamné le putsch militaro-politique orchestré par Marie-Madeleine Mborantsuo, n'est plus prêt à céder quoi que soit à cette dernière. Mais l'essentiel pour les PS français est ailleurs. C'est prendre l'argent de BOA et faire comme s'ils allaient réussir.

Au Gabon, c'est un tout autre scénario. Convaincus que Jean Ping et le peuple ne céderont rien, les PS vendent à BOA l'idée qu'ils parviendront à isoler Jean Ping en cooptant tous ceux qui sont à ses côtés. René Ndemézo'o Obiang est à la manœuvre. Pour le moment, il n'a réussi à

amener à BOA que des poids légers, dans troupes. Il n'a pas réussi à dynamiter l'Union nationale comme prévu. Estelle Ondo et Mike Jocktane semblent avoir opté pour une aventure solitaire. René ne désespère pas et va bientôt lancer une opération similaire sur la presse privée. Dans les tous prochains jours, les journaux privés qui étaient à l'avant-garde du soutien à Jean Ping vont aussi subitement tourner casaque pour appeler au dialogue. René, comme l'a révélé notre confrère « *La Loupe*, « *serait en train de les arroser financièrement* » avec le butin soutiré à BOA à cet effet. Cette opération vise à montrer à BOA qu'une partie de l'opinion qui lit régulièrement ces journaux adhérerait au dialogue. Faisant ainsi indirectement pression sur les hommes politiques de l'opposition pour y aller.

En réalité, tout comme les PS français alimentés par BOA, les PS locaux savent que toute cette agitation n'aboutira à rien. Le peuple étant constant dans sa volonté à ne pas aller au dialogue ni à se faire représenter. La seule raison d'être de cette stratégie est, pour les PS, de pouvoir justifier « *les salaires du sang* » qu'ils perçoivent de BOA.

## L'UPNR reste favorable

Par Dimitri Ondo. Source :  
Afrique Review

**L'**Union pour la nouvelle République (UPNR) a réaffirmé ce lundi 31 août 2016, par son vice-président, Narcisse Massala Tsamba, son soutien indéfectible au dialogue lancé par Jean Ping et a dénoncé l'article du quotidien « *L'Union* » dans sa parution du 9 octobre dernier. C'était à la résidence du président de cette formation politique, sise dans le 4<sup>e</sup> arrondissement de Libreville.

